De plus en plus de candidats, moins de politique ?

Rémi Lefebvre

On compte actuellement plus d'une trentaine de candidatures potentielles à l'élection présidentielle de 2027. Un phénomène révélateur du déclassement des partis traditionnels au profit de la fragmentation et d'une hyper-personnalisation du champ politique.

Les candidatures à l'élection présidentielle se multiplient. À 37 ans, le judoka Teddy Riner, quintuple champion olympique, sans expérience politique et jamais élu, a annoncé sa candidature le 9 novembre, dans une interview au *Parisien* et une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux. Puis, c'était au tour de l'ancien premier ministre Dominique de Villepin. Quelques semaines plus tôt, la journaliste Natacha Polony entrait en lice. Christine Lagarde, qui a annoncé qu'elle quittait plus tôt que prévu la présidence de la Banque centrale européenne, semble envisager de se lancer. Ces candidatures se construisent hors des partis et/ou contre eux, mais dans l'univers des partis aussi les prétendants semblent plus nombreux que jamais : Raphaël Glucksman a été désigné candidat par une primaire, mais François Hollande n'a pas renoncé à se porter candidat, tandis que dans le bloc central et à droite, les ambitions fleurissent. À ce jour, on recense plus de trente candidatures potentielles.

Cette inflation de candidatures suscite critiques et sarcasmes, tant elle a quelque chose de dérisoire. Est-ce bien raisonnable ? L'expression des

ambitions personnelles semble n'avoir plus aucun filtre. Désormais, une candidature n'est plus forcément indexée sur une longue expérience, une légitimité politique, l'accumulation de ressources diverses (expérience, mandats locaux…), la construction d'un projet ou l'appui d'un parti politique enraciné. La notoriété ou une expérience hors de la politique semblent pouvoir seules la légitimer.

Il convient néanmoins de rester prudent. À cinq mois du scrutin, il s'agit plutôt de pré-candidatures, loin d'être viables et durables, et les aspirants « atypiques » ne sont pas une nouveauté (en 1981, Coluche n'était finalement pas allé au bout de sa démarche). Les prétendants se révèlent avant tout candidats à la visibilité, à un tour de piste médiatique et à un quart d'heure de gloire « warholien », mais aussi à la sélection sondagière qui fera le tri progressivement entre présidentiables crédibles et aspirants éphémères. Peu parmi eux ont les ressources financières et les réseaux partisans pour s'engager dans une campagne où l'obtention des parrainages des cinq cents élus reste un obstacle difficile à franchir. Rappelons qu'en 2022 douze étaient en lice, le record ayant été atteint, depuis 1965, en 2002 avec seize postulants. Des candidats ont déjà annoncé leur renoncement, comme Clémentine Autain et François Ruffin. Marine Tondelier plaide dans son parti pour une alliance avec Jean-Luc Mélenchon.

Cette offre pléthorique est néanmoins significative. Elle est l'expression de plusieurs évolutions structurelles du champ politique et d'une forme de dérégulation du marché électoral. Une individualisation de la compétition politique, une fracturation et une décollectivisation du jeu politique sont à l'œuvre et incitent à la multiplication des candidatures.

La recherche de la visibilité et la personnalisation de la vie politique

La présidentialisation de la vie politique fait l'objet de fortes critiques : on reproche à l'élection présidentielle sa centralité excessive et sa capacité à consacrer un individu prétendument providentiel voué à décevoir. Or, il est fort probable que l'élection du printemps 2027 ne dénoue pas la crise politique actuelle liée à l'absence de majorité parlementaire, car l'élection

législative ne donnera pas forcément une réelle capacité d'agir au nouveau ou à la nouvelle président-e. Il n'en demeure pas moins que l'élection présidentielle s'affirme encore comme le cœur de la vie politique française et qu'elle est en phase avec sa personnalisation croissante[1]. Le scrutin, où la dramaturgie concentre l'attention médiatique pendant des mois (en 2011, Emmanuel Macron lui-même évoquait dans *Esprit* le « *spasme présidentiel* »), est toujours une formidable machine à exister politiquement. Se déclarer candidat, c'est se garantir une exposition publique maximale.

La candidature de Teddy Riner sera peut-être un épiphénomène, mais elle a trouvé son public et généré une très forte couverture médiatique (la vidéo de lancement de sa campagne a été vue quatre millions de fois sur ses réseaux sociaux). Plus une personnalité est médiatique, plus sa candidature est susceptible d'acquérir de la visibilité. Une candidature permet d'exister dans le débat national, de construire ou de renforcer une notoriété, parfois sans disposer d'un parti puissant. Les réseaux sociaux qui permettent l'auto-médiatisation renforcent ces dynamiques. La candidature devient alors une manière de transformer une popularité préexistante en capital politique.

Discrédit des partis et légitimité de la société civile

Plus fondamentalement, la multiplication des candidatures personnelles traduit le discrédit des partis qui n'ont plus le monopole de la production des candidatures. Une partie croissante des candidats (mais aussi des électeurs) estiment que les partis ne représentent plus vraiment les citoyens, ce qui les pousse à se présenter comme des alternatives à un système politique délégitimé. C'est le cas, dans des registres différents, de Teddy Riner, Natacha Polony ou Christine Lagarde, qui mettent en avant une légitimité non spécifiquement politique et s'appuient plutôt sur leurs performances, leur expérience, leur expertise et la popularité qui va de pair, mais aussi leur connaissance du monde politique construites dans ses à-côtés, du journalisme aux institutions internationales et aux événements mondiaux.

Un tel phénomène traduit une perte d'autonomie du champ politique[2], le « ni de droite ni de gauche » de ces candidats dits de la « société civile »

répondant à l'épuisement des clivages politiques traditionnels. La crise de confiance envers la politique traditionnelle se traduit dans la recherche de figures consensuelles et « vierges », capables d'incarner l'autorité et le désir d'une politique qui rassemblerait plutôt que de diviser des citoyens qui réclament du changement… tout en semblant parfois chercher une personnalité providentielle plutôt qu'un projet politique collectif. Dominique de Villepin, qui même s'il ne s'est jamais présenté à aucune élection n'est en rien un novice (successivement secrétaire général de l'Élysée, ministre des Affaires étrangères, Premier ministre), adopte un positionnement de gaullisme social et républicain, avec une volonté de dépasser le clivage traditionnel gauche-droite. Teddy Riner dispose d'un capital social et de confiance particulier : il a démontré sa capacité à atteindre des objectifs difficiles, incarne la discipline et le travail, représente une réussite française reconnue internationalement et bénéficie d'une popularité construite en dehors des affrontements politiques.

La crise de confiance envers la politique traditionnelle se traduit dans la recherche de figures consensuelles et « vierges », capables d'incarner l'autorité et le désir d'une politique qui rassemblerait plutôt que de diviser.

L'extériorité à l'égard du champ politique professionnel est une position recherchée, qui crée de la légitimité, mais elle est parfois artificielle. David Lisnard, par exemple, a quitté Les Républicains (LR) en mars 2026 pour porter sa candidature à travers son propre mouvement, Nouvelle Énergie. Il critique les partis politiques traditionnels, qu'il juge enfermés dans leurs habitudes, refuse de dépendre des stratégies et des alliances des grands partis et souhaite proposer une nouvelle orientation politique, marquée par des idées libertariennes peu présentes en France ; il met en avant son expérience de maire de Cannes plutôt qu'une expérience dans les institutions nationales ; sa stratégie de communication se construit autour de

l'indépendance et de la liberté… mais « l'outsider » est bien un homme du sérail : longtemps engagé au RPR, puis à l'UMP et aux Républicains, il a été porte-parole de François Fillon pendant la campagne présidentielle de 2017 et préside la puissante Association des maires de France, véritable institution dans le paysage politique.

La fragmentation du système partisan et l'affaiblissement des partis

Le discrédit des partis compose la toile de fond de la présidentielle, et pourtant les candidatures partisanes se multiplient. Le système partisan, atomisé, n'est plus structuré par des grands partis dominants. L'Assemblée nationale n'a jamais connu autant de groupes parlementaires (onze, un record sous la Ve République). Jusqu'en 2017, les deux partis dominants (PS et UMP-LR) fabriquaient un candidat incontesté qui rassemblait large. La victoire d'Emmanuel Macron a fait éclater ce duopole, mais elle a aussi décomposé et fracturé le système partisan. La tripartition née des élections législatives de 2024 se révèle trompeuse, car elle cache une fragmentation plus grande encore. Deux des trois pôles (la gauche, le « bloc central ») sont fracturés en partis multiples qui cherchent chacun à peser sur l'élection présidentielle et à exister, d'autant plus qu'il n'y a plus de leadership partisan naturel. Chaque parti a besoin d'un candidat pour exister même si ses ambitions sont modestes. Le cas du PCF est emblématique de la vitrine indispensable que représente un candidat. Fabien Roussel sait qu'il n'a aucune chance de gagner. Son ambition présidentielle relève d'une logique identitaire et d'un patriotisme de parti qui ne veut pas renoncer à l'exposition présidentielle.

Pour réguler la compétition dans ces camps divisés, la solution des primaires s'est installée. Leur fonction a néanmoins changé : elles départageaient les candidats d'un même parti (le PS, LR…), elles deviennent un processus plus large pour limiter les candidats d'un espace politique, très difficile à ce titre à organiser et périlleux. Le projet d'une primaire de gauche élargie (dite « de Bagneux ») a avorté. L'espace politique de centre droit ou de droite est occupée par de nombreux partis et candidats qui peinent à

s'imposer. Le projet de primaire au centre et à droite cherche à décanter cette offre, mais le processus est difficile à construire : le périmètre des candidatures que les électeurs seraient amenés à départager n'est pas évident (où aller à gauche et à droite ? jusqu'à Éric Zemmour ? Raphaël Glucksmann ?). Plus qu'une primaire de légitimation et de rassemblement, il s'agirait d'une primaire d'élimination (pour éviter un duel RN-LFI au deuxième tour), qui consacrerait si elle avait lieu la logique de rejet de la vie politique (on vote contre). La difficulté d'organiser une telle primaire ou son caractère artificiel semblent justifier la multiplication et le maintien des candidatures, comme celle d'Édouard Philippe.

L'éclatement du système partisan contribue à l'affaiblissement des partis. Peu représentatifs, peu implantés, appuyés sur des bases militantes fragiles, ils ne structurent plus le jeu présidentiel comme par le passé[3]. Les partis désignent bien des candidats, mais cette investiture ne produit plus des candidats incontestés. Les militants de LR ont désigné leur champion, Bruno Retailleau, mais sa légitimité est faible et il n'est pas certain qu'il reste candidat. Ses concurrents comme Xavier Bertrand n'ont pas renoncé et restent en embuscade, tandis que David Lisnard a quitté LR pour construire sa propre candidature.

La multiplication des candidatures traduit aussi l'absence de mécanismes efficaces de départage. La primaire de la gauche sociale-démocrate a désigné Raphaël Glucksmann assez largement et dès le premier tour, mais avec un nombre limité de participants (sur 140 282 personnes inscrites pour participer au scrutin, 120 787 personnes ont effectivement voté). Cette primaire n'est pas vraiment conclusive, puisque des velléités de candidature existent toujours dans cet espace politique, comme celle de François Hollande, qui mise sur l'échec de la candidature produite pour se lancer éventuellement en février. Les partis « personnels[4] » comme le RN, LFI ou Horizons, caractérisés par un leadership incontesté, maîtrisent mieux que les partis « traditionnels » le processus de sélection du candidat en inversant le processus : un parti ne fabrique pas de leader, c'est le leader qui fabrique le mouvement – mais la multiplication des partis personnels conduit inévitablement à celle des candidatures.

Volatilité électorale et poids des sondages

Fragmentation partisane et éclatement électoral se renforcent mutuellement, ce qui donne au prochain scrutin présidentiel un aspect particulièrement incertain. Les électorats sont fluides, les espaces politiques peu stabilisés. Les travaux de Vincent Tiberj montrent que la proximité partisane des Français n'a jamais été aussi faible, ce qui signifie que les électeurs ne s'identifient plus à un parti et sont mobiles[5]. Cette désaffiliation partisane rend les électeurs ouverts à des choix moins prévisibles et les forces politiques disposant d'un socle électoral stable sont si rares (RN, LFI) que le jeu électoral est largement ouvert. Les frontières électorales des « blocs » sont, par le bas, perméables, même si le clivage gauche-droite reste structurant. Une course au « vote utile » est ainsi lancée et concerne tous les camps. Cette incertitude électorale nourrit les ambitions et incite de nombreux acteurs à tenter leur chance.

Les candidatures de la société civile sont fondées sur l'idée que l'offre politique n'est pas en phase avec le pays : il y aurait de la place pour un candidat « consensuel » qui éviterait le duel annoncé RN-LFI du second tour, mais qui ne serait pas issu des partis discrédités du « système ». Tout se passe comme si une partie du champ politique était à la recherche d'une personne modérée capable de s'imposer entre deux pôles radicaux, sans pour autant être identifié au système en place. Cette candidature n'est pas simple à produire hors de toute organisation et de procédure bien établie. Faut-il alors s'en remettre aux sondages ?

Le champ médiatique a été transformé par la multiplication des chaînes d'information continue, favorisant la constitution d'un capital médiatique qui n'est plus réservé à une poignée de dirigeants. L'auto-médiatisation permise par les réseaux sociaux permet aussi de gagner en visibilité. Dans ce double contexte, les ressources d'opinion et le capital sondagier deviennent des ressources essentielles pour s'opposer à une légitimité partisane de plus en plus fragile. Les sondages deviennent les arbitres de la compétition médiatique.

Les sondages deviennent les arbitres de la compétition médiatique.

Le phénomène n'est pas nouveau (pensons à la percée de Ségolène Royal en 2006), mais les partis s'en remettent de plus en plus aux sondages et à leur sélection darwinienne afin de décanter la compétition pré-présidentielle. Parmi les partisans d'Emmanuel Macron ou au sein de l'espace social-démocrate, la course au candidat « le mieux placé » (c'est-à-dire « dans les sondages » …) est lancée. Les partis externalisent tellement la sélection de leur candidat que les sondeurs eux-mêmes en viennent à les alerter eux-mêmes sur le rôle excessif prêté à leurs études. Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France, critique ainsi la tendance à considérer les enquêtes d'opinion comme des instruments de sélection : selon lui, un candidat populaire aujourd'hui peut perdre son avance demain[6].

La « dé-hiérarchisation » des élites politiques

Ces divers phénomènes qui nourrissent la fragilité des leaderships contribuent à niveler et à banaliser les ambitions. Pourquoi pas moi ? Plus nombreux sont désormais les acteurs se sentant habilités à se présenter dans la course présidentielle. En 2017, l'élection d'Emmanuel Macron a créé un précédent : un candidat se présentant comme « extérieur » au champ politique a été élu « par effraction » (selon ses propres termes). Cet effet Macron n'a pas totalement disparu : le scénario d'une personnalité qui n'aurait jamais été élue auparavant reste crédible.

On peut désormais distinguer six types de candidatures à l'élection présidentielle de 2027 : les candidats de la continuité institutionnelle (celle d'*insiders* du pouvoir : Gabriel Attal, Édouard Philippe, Bruno Retailleau) ; ceux du renouvellement interne (des sorte de réformateurs issus du sérail : David Lisnard, Dominique de Villepin, François Hollande) ; les candidats de

la contestation du « système », parfois professionnels de la politique de longue date (Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Éric Zemmour) ; ceux de la recomposition idéologique et partisane (Raphaël Glucksmann, Fabien Roussel) ; les candidats de la société civile et les *outsiders* extérieurs aux carrières politiques classiques (Teddy Riner, Natacha Polony ou Matthieu Pigasse, dont le nom est également évoqué) ; les candidatures protestataires des « petits » partis (Nathalie Arthaud, Nicolas Dupont-Aignan, François Asselineau, Florian Philippot). Certains de ces usages de la candidature présidentielle sont anciens, mais la multiplication actuelle des candidatures révèle des phénomènes nouveaux ou qui s'exacerbent : la décomposition des partis, l'usure des partis de gouvernement, l'hyperpersonnalisation, la désaffiliation électorale, le discrédit des élites, la démocratie d'opinion, la perte de grandeur de la politique, la valorisation des novices.

La multiplication des candidatures semble obéir à des logiques multiples, qui ont en commun de révéler les transformations récentes du champ politique. Une sorte de « dé-hiérarchisation » du champ politique, également nourrie par le déclassement des fonctions électorales[7], est actuellement en cours. La concentration du capital politique dans les mains de quelques personnes semble avoir fait long feu : on est passé de l'ère des leaders à celle des petits entrepreneurs politiques. La politique se démonétise, se trivialise. La « grandeur » des hommes politiques a vécu, ce qui contribue à l'expression d'ambitions et abaisse le coût d'entrée dans la compétition électorale.

1. Voir Vincent Martigny (dir.), *L'ère de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2026.

2. Voir Christian Le Bart, *La politique à l'envers, Essai sur le déclin de l'autonomie du champ politique*, Paris, CNRS Éditions, 2024.

3. Voir Rémi Lefebvre et Éric Treille, « Être candidat à l'élection présidentielle : les transformations de la légitimité partisane », dans Thomas Frinault, Christian Le Bart et Érik Neveu (dir.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, 2021.

4. Voir Rémi Lefebvre, *Faire parti autrement ? Insoumis et marcheurs* (2016-2016), Paris, Raisons d'agir, 2026.

5. Voir Vincent Tiberj, « Où en est la droitisation française ? », *Esprit*, octobre 2026.

6. Brice Teinturier, « Pour la droite, mieux vaut une primaire que de s'en remettre aux sondages d'opinion », *Le Figaro*, 13 avril 2026.

7. Didier Demazière et Rémi Lefebvre, « Les vulnérabilités de la condition d'élu », *La Vie des idées*, 7 février 2024.